



Philippe Juvin (LR) : «Notre commission d'enquête sur la dette est de salubrité publique»

Par [Emmanuel Galiero](#) et [Claire Conruyt](#)

Publié à l'instant



Le député LR des Hauts-de-Seine, Philippe Juvin. AFP

INTERVIEW - Le député LR lance ce mercredi la commission d'enquête parlementaire sur la dette publique, dont il assure la présidence. Les auditions débuteront le 20 mai et pourront se prolonger durant 17 semaines.

Le député LR des Hauts-de-Seine Philippe Juvin préside la commission d'enquête parlementaire sur la très forte croissance de la dette française. Un rapport doit être rendu le 12 novembre. Le groupe Les Républicains, qui a proposé cette commission, a choisi d'en conduire les débats. La majorité a désigné Mathieu Lefevre, député Renaissance du Val de Marne, au poste de rapporteur.

LE FIGARO. - Quels sont les principaux objectifs de cette commission ?

Philippe JUVIN. - Nous voulons comprendre comment la dette s'est constituée sous la présidence d'Emmanuel Macron. À quelle vitesse et pourquoi nous constatons une telle accélération de 2000 milliards à plus de 3000 milliards d'euros. Cette situation est-elle la conséquence de choix politiques particuliers ? Cela nous conduira à interroger l'efficacité du quoi qu'il en coûte, de la dépense Covid... En somme, tous les choix politiques faits depuis une dizaine d'années. Nous souhaitons également nous interroger sur les hypothèses faites par le gouvernement pour bâtir les budgets du pays, alors que la sous-estimation des recettes vient de faire débat dans notre pays, comme la question soulevée sur l'insincérité du budget, niée par le pouvoir. Parallèlement, nous voulons également comprendre pourquoi cette dette baisse chez nos voisins européens, comme c'est le cas au Portugal et en Grèce.

Presentez-vous des résistances ou des difficultés face à ce projet d'enquête ?

Que cette commission d'enquête ne fasse pas plaisir à la majorité, c'est une évidence. Mais le parlement a un rôle de contrôle de l'action gouvernementale et la commission d'enquête est un outil très puissant puisqu'elle nous permet d'exiger des documents, d'entendre des responsables politiques déposer sous serment... Tout cela oblige chacun à dire les choses et en ce sens, cette commission sera un moment de vérité. Nous souhaitons aussi avoir les moyens d'évaluer les conséquences de cette dette sur le pouvoir d'achat des Français et les services publics. Ce sera une manière de comprendre les raisons pour lesquelles nous sommes confrontés à une absence de marges de manœuvre pour un État qui cherche en constamment de nouvelles ressources au fond des tiroirs pour débloquer des politiques publiques. Depuis 1981, la France a versé 2500 milliards d'intérêts de la dette pour une dette actuelle de 3100 milliards d'euros. Cela entraîne un appauvrissement du pays puisque ces sommes n'ont pas pu être orientées vers la production. Ce mouvement s'est accéléré sous les mandats d'Emmanuel Macron.

Avant de lancer les travaux, avez-vous le sentiment d'entamer un travail parlementaire inédit ?

La situation, d'une extrême gravité, est inédite. Ce qui est important, ce n'est pas tant notre situation économique et monétaire que la situation budgétaire de la France face aux autres pays. Nous devons comprendre pourquoi sous Emmanuel Macron, alors que les taux d'intérêt étaient nuls, voire négatifs, nous n'avons pas utilisé cette période pour nous désendetter.

Quelle est votre intuition ?

Nous dépensons trop et nous dépensons mal.

Voulez-vous faire la lumière sur la distribution des rôles entre l'Élysée et le ministère de l'Économie à Bercy ?

Nous allons entendre tout le monde même s'il faut rappeler qu'il existe une limite constitutionnelle à la convocation des collaborateurs proches du président de la République. Dans l'affaire Benalla, le secrétaire général de l'Élysée Alexis Kohler avait accepté de témoigner par courtoisie républicaine mais il n'était pas obligé de le faire. Cette fois, nous serons peut-être confrontés à une difficulté pour savoir qui inviter mais ce qui est certain, c'est que je ne souhaite pas faire de cette commission un simple outil de décryptage des rôles. Cette commission doit être de salubrité publique et permettre aux Français comme à ceux qui nous gouvernent, d'identifier les bons et les mauvais choix qui ont été faits. Nous pourrions même essayer de comprendre comment le ministre Le Maire est éclairé par ses collaborateurs à Bercy, quelles furent les recommandations de la Cour des comptes et du Conseil d'État... Et si ces recommandations étaient bonnes, pourquoi n'ont-elles pas été suivies ? Aussi, le parlement dispose-t-il en France des outils puissants pour exercer sa mission de contrôle ? Enfin, même si je ne souhaite pas en faire l'élément clef, il s'agira évidemment d'interroger les choix, les arbitrages et les décisions.

Souhaitez-vous une implication de l'Élysée dans ces travaux ?

D'une manière ou d'une autre l'Élysée sera impliqué dans cette commission d'enquête. Je souhaite que la vérité soit faite et qu'un maximum de gens soient entendus. C'est de l'intérêt de tout le monde. Cette commission n'est ni un procès, ni une enquête « règlement de comptes ». Je veux en faire un sujet de préoccupation majeure car je considère que cette question de la dette est centrale. Cela doit être l'occasion de comprendre pourquoi les Français sont dopés à la dette et pourquoi notre pays a du mal à s'en sortir. Les expériences étrangères de ceux qui ont réussi à le faire, comme celle des Allemands il y a vingt ans, des Canadiens il y a trente ans ou celle des Grecs plus récemment, nous aideront peut-être à cerner ce mal français.

Pourquoi les parlementaires français n'ont-ils pas pu empêcher une telle dérive budgétaire ?

Cette question est pertinente. Dans le partage des responsabilités, le parlement a évidemment son rôle. Mais il ne faut pas oublier que dans la Ve République, comme le disait Patrick Devedjian, l'Assemblée nationale ne fait pas la loi. Elle la subit.

La rédaction vous conseille

- [Dette, déficit: malgré le soulagement affiché de Bercy, les défis persistent](#)
- [En campagne, Bruno Le Maire tente de dépasser les craintes liées à la dette](#)
- [«Dette publique : un déni français qui vient de très loin»](#)

Sujets

Les Républicains

Bruno Le Maire

dette